

Septembre 2005 /septembre 2006, après un an de campagne et de mobilisation, faisons le point sur la refonte de la convention collective nationale de 1966.

Cette lutte aura été également l'occasion de réfléchir à une autre construction conventionnelle de la branche UNIFED en développant une autre logique salariale.

CC 66, ON CONTINUE !



La mobilisation des syndicats SUD et des collectifs de défense de la convention a permis, particulièrement à partir de l'action du 6 décembre 2005, de maintenir une pression constante sur les négociateurs pour le retrait du projet patronal.

Les propositions et revendications de SUD ont pu être diffusées, préparant le terrain aux nécessaires débats dans les établissements. L'ensemble des salariés doit être informé et se trouver en position de peser sur leur avenir immédiat.

LES EMPLOYEURS REAGISSENT

Les trois organisations employeurs veulent à tout prix empêcher une réaction unitaire. Elles utilisent une méthode qui fit ses preuves lors des différentes refontes des conventions UNIFED (la CC 51 en particulier) elles pensent, en procédant par étapes, pouvoir parvenir à leurs fins.

Pour se faire, une nouvelle technique du dialogue social est mise en place. Des rencontres bilatérales avec les fédérations permettent d'aplanir différents et difficultés. Les employeurs ajoutent à la démarche des commissions de travail servant là encore à faire avancer les dossiers techniques, les organisations syndicales sont placés en position d'expertise technique et non plus en contre pouvoir. C'est à ce niveau que se régulent les différents et se préparent les accords. Les paritaires proprement dites sont transformées en coquilles vides, simples chambres d'enregistrement des projets de refonte.

Depuis mai /juin, le travail sur les nouvelles classifications se déroulent de cette manière. Plusieurs fédérations jouent ce jeu.

LES CLASSIFICATIONS, LE VERROU

Les employeurs nous proposent un texte corrigé. Ce qui peut fâcher est mis à la trappe (la filière marchande par exemple).

A partir de deux filières, une organisation des fonctions est déclinée et là nous n'y voyons rien de nouveau.

Le 27 septembre l'effort va être porté sur les classifications, le terrain aura été déblayé lors de la commission de travail du 13. Cet obstacle levé, la logique de déconstruction salariale en découlerait. On peut se référer à la synthèse de 2005, en particulier à la réduction des coûts à l'ancienneté et l'introduction de l'individualisation et du mérite dans le salaire.

C'EST LA CAMPAGNE QUI REDEMARRE

Si l'ébauche d'un « front du refus » et notre mobilisation ont pu bloquer un certain temps les négociations, cela ne suffit pas. Chacune et chacun doit être persuadé que ce trimestre sera décisif.

L'information doit se développer dans nos structures syndicales, dans les établissements. Si le silence radio est de mise, cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien. Nous ferons savoir que la refonte est en marche, sournoisement.

L'information et les débats construiront la mobilisation avec tous ceux qui refusent le diktat des employeurs et le renoncement de certains.

La CGT appelle à une action, nous avons sur ce sujet maints points de convergence. Pouvons partout à l'unité d'action.

Rien ne se fera sans les salariés non syndiqués, renforçons les collectifs.

SUD en rejetant le plan patronal propose une autre logique limitant l'échelle des salaires, donc les inégalités, créant une augmentation linéaire au cours de la carrière en somme égale pour tous.

Nous revendiquons aujourd'hui une augmentation du pouvoir d'achat, un rattrapage immédiat de 270 euros et un salaire de base de 1500 euros net contre la précarisation massive qui s'installe dans le champ conventionnel.

Nous avons pendant un an bloqué la refonte grâce à une action massive; Dans l'unité nous pouvons et devons gagner.